



E4D: ÉTUDE DE CAS

Durée : 5 heures Coefficient : 5

CAS CREDAUTO

Ce sujet comporte 14 pages dont 5 pages d'annexes. Le candidat est invité à vérifier qu'il est en possession d'un sujet complet.

Matériels et documents autorisés

- Règle à dessiner les symboles informatiques.
- Lexique SQL sans commentaire ni exemple d'utilisation d'instruction.

Tous les types de calculatrice sont INTERDITS pour cette épreuve.

Liste des annexes

Annexe 1: Fiche technique d'un scanner

Annexe 2 (2A et 2B): Documents pour le recouvrement amiable

Annexe 3 (3A et 3B): Gestion des frais Annexe 4 (4A et 4B): Descriptif des classes

Barème

Dossier 1 : Recherche de solutions techniques	18	points
Dossier 2 : Suivi du recouvrement amiable	22	points
Dossier 3: Gestion des frais	30	points
Dossier 4 : Gestion des recouvrements par région	30	points
Total	100	points

CODE ÉPREUVE : ISE4D		EXAMEN : BREVET DE TECHNICIEN SUPERIEUR	SPÉCIALITÉ : INFORMATIQUE DE GESTION Option Développeur d'applications		
SESSION 2006	SUJET	ÉPREUVE : ÉTUDE DE CAS			
Durée : 5 h	C	oefficient : 5	Code sujet : 06DA05N	Page : 1/15	



CONTEXTE DE L'ÉTUDE

La société CREDAUTO est spécialisée dans le crédit automobile accordé aux particuliers. Elle agit en partenariat avec des garagistes, établissements commercialisant des véhicules neufs ou d'occasion. Un prêt CREDAUTO est proposé à un particulier qui souhaite acheter un véhicule et éprouve le besoin de financer tout ou partie de cet achat.

DOSSIER 1	RECHERCHE DE SOLUTIONS TECHNIQUES

Annexe à utiliser : annexe 1

Lorsque la société CREDAUTO accepte une demande de prêt, elle établit un contrat dans lequel sont fixés le montant emprunté, le taux et la durée du prêt ainsi que le jour et le montant des échéances de remboursement, par exemple 240,49 €le 10 de chaque mois.

Ce contrat, dont une version papier sera signée par les co-contractants et conservée en l'état, fait partie du dossier de prêt. Ce dossier comprend également les copies des documents annexés à la demande de prêt : document d'identité, permis de conduire, justificatif de domicile, et relevé d'identité bancaire (RIB). Par la suite, le dossier de prêt est éventuellement complété par les courriers échangés.

Une étude informatique est en cours pour étudier les besoins de gestion documentaire. Une gestion électronique de documents (GED) est envisagée. Une des opérations de base de la GED est la numérisation de documents à l'aide de scanners.

	Travail à faire
1.1	Parmi la liste des documents constituant un dossier de prêt, indiquer ceux qui devront être numérisés à l'aide d'un scanner, <i>en justifiant les réponses</i> .
1.2	Définir succinctement les principales étapes nécessaires pour qu'un document puisse être intégré dans une GED.

Il existe une grande variétés de modèles de scanner répondant à un très large éventail de besoins. Il est possible de distinguer entre autres les types de scanner suivants :

- Les numériseurs de type « bureau » sont utilisés principalement pour des travaux sans grand rendement ; ils ressemblent en grande partie aux scanners à usage familial.
- Les scanners conçus spécialement pour les applications GED sont quant à eux capables de traiter très rapidement les originaux. Dans cette dernière gamme, un fournisseur vient de proposer un premier équipement (voir annexe 1).

	Travail à faire
1.3	Donner le critère principal à prendre en compte pour évaluer la qualité de numérisation d'un document par un scanner.



Lors du stockage des documents, la numérisation permet d'enregistrer les documents originaux sous un format de type image. Ces images numériques sont généralement de type « *bitmap* » et non « *vectoriel* ».

Travail à faire

- 1.4 Dresser un tableau comparatif entre les formats « *bitmap* » et « *vectoriel* » concernant les caractéristiques suivantes :
 - ➤ la technique d'enregistrement dans le fichier,
 - les possibilités de changement de taille et de modification,
 - > le poids obtenu (taille en octets) de l'image.

Le technicien de la société CREDAUTO chargé de déterminer les besoins en volume de stockage désire faire une estimation du poids (taille en octets) d'un document numérisé, afin de pouvoir calculer la place nécessaire sur le disque.

Travail à faire

Donner la taille en octets d'un fichier au format « bitmap » obtenu en numérisant un document 25 cm x 25 cm avec une précision de 200 dpi (avec 1 inch = 2,5 cm) et une définition de 24 bits par pixel. Justifier le résultat en fournissant le calcul détaillé.

Le service informatique de la société CREDAUTO est actuellement équipé d'un réseau local comportant un serveur et cinq postes de travail dédiés au développement.

Le serveur possède les caractéristiques suivantes :

Adresse IP: 192.168.10.10

Masque de sous-réseau : 255.255.255. 0

L'entreprise désire ajouter une station de numérisation avec les caractéristiques suivantes :

Adresse IP: 192.168.20.11

Masque de sous-réseau : 255.255.255.0

Travail à faire

- 1.6 a) Expliquer pourquoi l'adresse IP de cette station cliente ne lui permet pas de communiquer avec le serveur.
 - b) Indiquer, parmi les six adresses IP suivantes, celles qui peuvent être affectées à la station de numérisation. *Justifier la réponse*.

192.168.10.0 192.168.10.1 192.168.10.10

192.168.10.11 192.168.10.254 192.168.10.255

Aucune de ces adresses IP n'a été affectée aux cinq postes de travail. Toutes ces adresses IP ont pour masque de sous-réseau 255.255.255.0.



DOSSIER 2

SUIVI DU RECOUVREMENT AMIABLE

Annexe à utiliser : annexe 2 (composée de 2A et 2B).

Parmi les prêts accordés par CREDAUTO, certains font l'objet d'échéances impayées. Lorsque le service « Suivi des prêts » constate le non-paiement d'une échéance, il transmet le dossier du « mauvais » payeur au responsable du service « Contentieux ».

Remarque : Par souci de simplification, on admettra qu'une échéance ne fait jamais l'objet d'un règlement partiel.

Pour chaque échéance impayée, une lettre de relance est envoyée à l'emprunteur. Au bout de trois lettres de relance restées sans effet, le dossier de prêt est envoyé au bureau « Recouvrement amiable » dépendant du service « Contentieux ».

L'objectif des intervenants du bureau « Recouvrement amiable » est d'éviter une procédure judiciaire et la saisie du véhicule. Si cela est possible, il est toujours préférable de trouver une solution concertée avec l'emprunteur pour obtenir le remboursement effectif du prêt. Dans ce but, le bureau « Recouvrement amiable » désigne un intervenant et lui adresse un ordre de mission (annexe 2A) sur lequel se trouvent un récapitulatif des éléments du contrat, les dates des trois dernières échéances impayées ainsi qu'un commentaire destiné à l'intervenant. Si l'ordre de mission concerne un contrat pour lequel il y a déjà eu un réaménagement du prêt, les renseignements concernant le dernier avenant sont indiqués sur l'ordre de mission.

L'intervenant du bureau « Recouvrement amiable » doit disposer des documents relatifs à l'ensemble du dossier :

- le contrat de prêt et les avenants éventuels,
- la liste des incidents de paiement (dates des échéances non payées),
- les différents courriers échangés avec l'emprunteur.

L'intervenant prend alors contact par téléphone avec l'emprunteur. Si, lors de l'un des rendez-vous obtenus par l'intervenant, le client régularise les échéances impayées, l'ordre de mission est alors clos.

Dans le cas contraire, l'intervenant fait une proposition de réaménagement du prêt à l'emprunteur. Le montant des échéances est alors revu à la baisse et la durée du prêt allongée. L'intervenant interroge une application du service « Suivi des prêts » qui recalcule le nouveau montant de l'échéance en fonction de la nouvelle durée et du taux du prêt. Un avenant au contrat est alors signé (annexe 2B).

À l'origine d'un prêt, CREDAUTO n'exige jamais l'appui d'un tiers se portant caution de l'emprunteur. Mais, lors d'un réaménagement, l'intervenant du bureau « Recouvrement amiable » peut estimer que cette garantie est devenue indispensable. Il demande alors à l'emprunteur de disposer d'une ou plusieurs cautions. Une caution est une personne solidaire amenée à honorer les échéances de l'emprunteur si ce dernier ne remplit pas ses obligations.

Toutes les personnes concernées (intervenant, emprunteur, une ou plusieurs cautions) sont obligatoirement signataires de l'avenant. Le nombre des cautions n'est pas limité. Il est nécessaire de distinguer pour quel avenant la personne se porte caution et le rang auquel elle se trouve. Le rang indique l'ordre dans lequel les cautions seront sollicitées si l'emprunteur ne remplit pas ses obligations. Après signature de l'avenant par toutes les parties prenantes, l'ordre de mission est alors clos.



Suite à un premier réaménagement du prêt, il arrive que celui-ci fasse l'objet de nouveaux impayés. Le responsable du service « Contentieux » peut alors confier le dossier à un autre intervenant. Dans le cas où un nouvel avenant est négocié, on admettra que l'emprunteur puisse faire appel à de nouvelles cautions, autres que celles désignées lors du précédent réaménagement. On admettra aussi qu'une caution intervenant dans un avenant n'intervienne pas forcément dans un avenant ultérieur au même contrat ou qu'elle puisse intervenir à un rang différent de l'avenant précédent.

Remarque : Chaque acteur est référencé de manière unique. Elle peut jouer le rôle d'emprunteur dans un ou plusieurs contrats et le rôle de caution dans d'autres contrats.

Si aucune solution amiable n'est trouvée, l'ensemble du dossier est transmis au service « Contentieux ». L'ordre de mission est alors clos.

Le responsable du service « Contentieux » souhaite :

- pouvoir enregistrer les données de l'ordre de mission (annexe 2A) ;
- faire numériser l'ensemble du dossier de prêt ainsi que les courriers émis ou reçus concernant le prêt afin d'éviter le transfert de documents papier ;
- conserver les informations relatives au contrat de prêt et à ses avenants.

Les besoins des intervenants sont :

- de gérer toutes les informations se trouvant dans l'ordre de mission (annexe 2A) et les avenants au contrat (annexe 2B) dans la future base de données ;
- de mémoriser l'ensemble des documents concernant un contrat et les éditer si nécessaire ;
- de faire une sélection de documents en fonction d'une date, retournant pour chacun son objet et le chemin d'accès au fichier image qui le contient.

	Travail à faire
2.1	Présenter un schéma entité-association du domaine « Recouvrement amiable » prenant en
	compte les besoins exprimés par le chef du service « Contentieux » et par les intervenants.



DOSSIER 3 GESTION DES FRAIS

Annexe à utiliser : annexe 3 (composée de 3A et 3B).

En fin de mois, la secrétaire reçoit les demandes de remboursement de frais de repas et de nuitée engagés par les intervenants lors de leurs déplacements. Les frais d'essence et de péage sont réglés à l'aide d'une carte de société mise à leur disposition.

Un dossier mensuel de demandes de remboursement de frais est créé pour chaque intervenant lors de la saisie de sa première demande du mois. Pour chaque demande, la secrétaire enregistre autant de « notes de frais » qu'il y a de nuitées et de repas, en précisant pour chacune la date, le montant déclaré ainsi que le type (nuitée ou repas). Elle indique également la présence ou non d'un justificatif.

Si la secrétaire dispose de tous les justificatifs, le dossier mensuel de notes de frais pourra être traité; dans le cas contraire, elle réclame les justificatifs manquants à l'intervenant. Celui-ci dispose de quinze jours pour les lui remettre.

Une analyse a permis l'élaboration d'un schéma entité-association (annexe 3A). Il est accompagné de deux règles de gestion R1 et R2 exprimées textuellement :

R1: Un intervenant travaille obligatoirement soit sur une région, soit pour une marque de véhicule, mais jamais pour les deux en même temps.

R2: Un intervenant ne peut déposer que des notes de frais dont le type lui est autorisé.

Travail à faire En utilisant l'annexe 3A, compléter le schéma entité-association présenté pour prendre en compte les règles de gestion R1 et R2. Le candidat n'est pas contraint de reproduire sur sa copie la totalité du schéma de l'annexe 3A; il pourra reprendre uniquement les éléments qui lui sont nécessaires. 3.2 En se basant sur le schéma relationnel fourni en annexe 3B, écrire en SQL les requêtes permettant de réaliser les opérations suivantes : Afficher le montant total des remboursements dus à l'intervenant de code "980045" A. au titre de l'année 2006. Afficher le nombre de notes de frais sans justificatif par code intervenant et par mois pour l'année 2006, liste triée par ordre croissant des codes d'intervenant et par nombre décroissant de notes de frais. C. Afficher les codes des intervenants qui n'ont déposé aucune demande de remboursement de frais en avril 2006. D. Affecter l'intervenant de code "980045" non plus à la région de code "PACA" mais à la marque de code 15, en respectant la règle R1.



Un exemple de séquence d'ordres SQL exécutée lors de la saisie de notes de frais par la secrétaire est présenté ci-après. On souhaite analyser l'impact d'un incident (panne de courant, etc.) survenant au cours de l'exécution de cette séquence, en particulier suite à l'exécution de la troisième requête INSERT.

BEGIN TRANSACTION; //Début de transaction

INSERT INTO DOSSIERMENSUEL (codeIntervenant, année, mois, dateRéception)

VALUES ('980045', 2006, 'avril', '02/05/2006');

COMMIT TRANSACTION; // Validation de transaction

BEGIN TRANSACTION; //Début de transaction

INSERT INTO NOTEDEFRAIS VALUES ('980045', 2006, 'avril', 1, '02/04/2006', 25, true, 'R');

INSERT INTO NOTEDEFRAIS VALUES ('980045', 2006, 'avril', 2,'03/04/2006', 12, false, 'R');

INSERT INTO NOTEDEFRAIS VALUES ('980045', 2006, 'avril', 3, '03/04/2006', 50, false, 'N');

COMMIT TRANSACTION: // Validation de transaction

Travail à faire

- 3.3 Dans le cas d'un incident survenant suite à l'exécution de la troisième requête INSERT :
 - A. Indiquer quelles seront les lignes ajoutées dans les tables DOSSIERMENSUEL et NOTEDEFRAIS pour l'intervenant de code "980045" en avril 2006. *Justifier la réponse*.
 - B. Indiquer, en utilisant l'annexe 3A, la règle de gestion qui ne sera pas respectée dans ce cas.
 - C. Proposer un réaménagement de la séquence d'ordres SQL figurant ci-dessus afin de résoudre ce problème.

Le calcul du montant des remboursements suit les règles suivantes :

- Les frais de remboursement de repas et de nuitée sont plafonnés ; la valeur du plafond est contenue dans le champ plafond de la table TYPE (annexe 3B) ;
- Si l'intervenant a engagé des frais pour deux repas le même jour, le plafond de remboursement total des deux repas est majoré de 10 %.

En prenant comme hypothèse que le plafond de la nuitée est de 50 €et celui d'un repas de 15 € les exemples suivants illustrent les règles de calcul du montant de remboursement :

		T	Montant des remboursements		
Date	Montant	Type de frais	Total remboursé	Explications	
07/04/06	16	Repas		Pour le 07/04, deux repas et une nuitée.	
07/04/06	52	Nuitée		Le montant de la nuitée est supérieur au plafond : remboursement	
07/04/06	16	Repas	82	nuitée = plafond nuitée (50 €).	
			62	Le total des deux repas est de 32 €, montant inférieur au plafond	
				majoré de 10 % pour 2 repas (15 + 15 + 10% de 30, soit 33 €) donc	
				remboursement = 32 €	
09/04/06	48	Nuitée		Pour le 09/04, un repas et une nuitée.	
09/04/06	18	Repas		Le montant de la nuitée est inférieur au plafond donc	
			63	remboursement nuitée = prix nuitée (48 €).	
				Le montant du repas est supérieur au plafond donc remboursement =	
				plafond repas (15 €)	
13/04/06	12	Repas	22	Pour le 13/04, 2 repas, dont le montant total est inférieur au	
13/04/06	20	Repas	32	plafond majoré (33 €) donc remboursements repas = 32 €	



Chaque mois, à échéance régulière, la secrétaire lance l'exécution du traitement qui permet de calculer le montant total à rembourser pour chaque intervenant concernant les frais du mois précédent. Pour effectuer ce traitement, une procédure stockée dans la base de données valorise le champ *montantTotalDu* de la table DOSSIERMENSUEL. Cette procédure trie les lignes de la table NOTEDEFRAIS par intervenant et par date et traite les notes de frais par journée afin d'appliquer les règles de calcul présentées ci-dessus.

Pour effectuer les calculs de frais quotidiens, cette procédure stockée utilise une fonction *totalJour()* qui reçoit en entrée :

- le montant dépensé par l'intervenant pour la nuitée (0 dans le cas où aucune nuitée à cette date),
- le montant dépensé par l'intervenant pour le premier repas (0 si pas de premier repas),
- le montant dépensé par l'intervenant pour le deuxième repas (0 si pas de deuxième repas).

La fonction *totalJour()* retourne le montant des frais à rembourser pour une journée selon les règles de calcul présentées plus haut :

Fonction totalJour(mtNuit: réel, mtRepas1: réel, mtRepas2: réel): réel

<u>Remarques</u>: Dans le cas où il n'y aurait qu'un repas, le montant de ce repas est toujours contenu dans la variable mtRepas1 (et mtRepas2 = 0).

On dispose d'une fonction stockée *getPlafond()* déjà écrite et opérationnelle. La fonction *getPlafond()* reçoit en entrée un code de type de frais et retourne le plafond correspondant (champ plafond de la table TYPE) :

```
Fonction getPlafond(code : caractère) : réel // code peut prendre les valeurs "N" ou "R"

Exemples d'appel :

VAR plafondN, plafondR : réel

plafondN← getPlafond("N") // la variable plafondN contiendra le plafond

// de remboursement pour une nuitée

plafondR← getPlafond("R") // la variable plafondR contiendra le plafond

// de remboursement pour un repas
```

On dispose par ailleurs de toutes les fonctions mathématiques usuelles, dont les fonctions de type réel suivantes : moyenne(a,b), maximum(a,b), minimum(a,b), ...

	Travail à faire
3.4	Écrire l'algorithme de la fonction totalJour() en utilisant les fonctions disponibles.



DOSSIER 4

GESTION DES RECOUVREMENTS PAR RÉGION

Annexe à utiliser : 4 (composée de 4A et 4B)

Le nombre de demandes de réaménagement de prêt, suite à des échéances impayées, augmente depuis plusieurs années. Ces augmentations touchent différemment les régions où la société CREDAUTO est implantée.

Il est décidé de développer différents outils d'évaluation dont un tableau de bord concernant le nombre de recouvrements (dossiers ayant donné lieu à un avenant) par région et par modèle de véhicule. CREDAUTO choisit ce tableau de bord comme projet pilote qui doit être réalisé dans un langage de programmation objet, avec pour abjectif l'optimisation des accès distants par la mise en mémoire de toutes les données nécessaires. L'annexe 4A fournit une description des classes requises pour ce projet pilote.

- La classe Région permet de recenser toutes les régions où CREDAUTO est présente.
- La classe Stat permet de recenser pour chaque région le nombre de dossiers de prêts ouverts et le nombre de recouvrements pour chaque modèle de véhicule.

	Travail à faire					
4	4.1	Écrire la méthode getNbMaxRecouvrements de la classe Région.				
4	4.2	Écrire la méthode <i>addStat</i> de la classe Région.				

Le mécanisme de stockage existant pour le moment est une base de données relationnelle. Cependant, les développeurs de CREDAUTO souhaite une solution souple permettant une évolution future vers d'autres mécanismes, comme le format XML, sans avoir à modifier les classes métier. Pour ce faire, une classe technique Passerelle (annexe 4B) a été définie afin de prendre en charge la valorisation des objets des classes métier suivant le mécanisme de stockage retenu.

	Travail à faire
4.3	En utilisant la classe Passerelle, écrire l'instruction d'affectation permettant de valoriser un objet <i>uneRégion</i> de la classe Région, correspondant à la région de code "PACA".

Actuellement, la classe Passerelle utilise la classe technique JeuEnregistrements (annexe 4B) qui génère des curseurs pour accéder à la base de données relationnelle.

Les objets des classes Région et Stat sont valorisés à partir d'une vue nommée **vRecouvrement** dont le schéma est le suivant :

vRecouvrement(V_codeRég, V_libRég, V_libMod, V_libMarq, V_nbPrêt, V_nbRec)

Extrait de la vue vRecouvrement (condition d'extraction : V_nbRec>0)

V_codeRég	V_libRég			V_libMod	V_libMarq	V_nbPrêt	V_nbRec
IDF	Ile de France			Laguna TDI	Renault	609	63
IDF	Ile de France			206 CC	Peugeot	402	55
PACA	Provence,	Alpes,	Côte	Laguna TDI	Renault	532	32
	d'Azur						
PACA	Provence,	Alpes,	Côte	206 CC	Peugeot	426	27
	d'Azur						

	Travail à faire
4.4	Écrire la méthode <i>chargeLesStats</i> de la classe Passerelle.



4.5 Écrire la méthode *chargeCaractéristiquesRégion* de la classe Passerelle.



Annexe 1: FICHE TECHNIQUE D'UN SCANNER

Scanner INOTEC SCAMAX 510

Le scanner SCAMAX-510 Haut volume INOTEC est une des références actuelles de scanners ultrarapides. C'est un matériel de très haute productivité capable de numériser jusqu'à 460 images par minutes en N&B et niveaux de gris.

• Mode d'acquisition : recto ou recto-verso

• **Résolution optique :** 200 à 400 dpi (dots per inch) ou ppp (nombre de points par pouce)

• Vitesse de numérisation en 400 dpi A4 paysage : 230 ppm

• Volumétrie maximum : 15 000 pages par jour

• Format d'entrée : A4/A3

• Alimentation: automatique, manuelle

Connexion : SCSI III UWInterface : ISIS et Twain

Options:

- Niveaux de gris
- Endosseur
- Pédale de commande



Annexe 2 (2A et 2B): DOCUMENTS POUR LE RECOUVREMENT AMIABLE

• ANNEXE 2A – Ordre de mission.

CredAuto	ORDRE DE MISSION N° 7374		
Date ordre de mission : 15 mars 2006		Intervenant: 980045 - Montaz Jean	
Date clôture :		Numéro contrat : 01800020348	
Commentaires : Étudier un réaménagement du prêt en baissant le montant des mensualités. Étaler le			
remboursement des 5 901,20 € restants sur 38 autres mois. Prendre des personnes cautions.			
Capital non remboursé	5 901,20 €	N° série véhicule :	VF1PE050759856288
Éléments du prêt :		Marque véhicule :	Peugeot
Type de véhicule ache	eté : O Neuf O Occ	Type véhicule :	406 HDI SV110
Montant de l'achat :	13 700 €	Immatriculation:	5465 XR 26
Montant du prêt :	8 000 €	1 ^{ère} mise en circulation :	16 octobre 2001
Date de signature :	22 février 2005		
Taux:	5,2000 %		
Contrat initial :		Emprunteur: P15871	
Durée :	36 mois	Nom : DUBUIS	
Jour de l'échéance :	10	Prénom : Pierre	
Première échéance :	10 mars 2005	Adresse: 18 rue Victor Hugo 26000 Valence	
Mensualité : 240,49 €		Profession : Cuisinier	
Dernier avenant:		N° téléphone : 04 38 99 01 17	
Mensualité :		N° RIB : 30036 17035 00014143657 35	
Durée :			
Echéances impayées			
10/01/06 10/02/06	10/03/06		



• ANNEXE 2B – Avenant au contrat de prêt.

CredAuto AVENANT AU CONTRAT DE PRÊT 01800020348 Numéro contrat : Cet avenant ne fait pas novation au contrat. Numéro avenant : Date signature avenant: 18 mai 2006 Le taux d'origine ne peut être modifié. Jour échéance avenant : 05 Durée avenant : 38 mois Date début avenant : 05 juin 2006 168,77 € Montant échéance avenant :

Emprunteur: P15871

Nom : DUBUIS Prénom : Pierre

Adresse: 18 rue Victor Hugo 26000 Valence

Profession: Cuisinier

N° téléphone : 04 38 99 01 17

N° RIB: 30036 17035 00014143657 35

Caution rang 1: P16957 *Caution rang 2*: P09524

Nom : BERRARDENom : DUBUISPrénom : DanielPrénom : Corinne

Adresse : 4 rue des Charmes 26000 Valence Adresse : 6 Allée Beethoven 26000 Valence

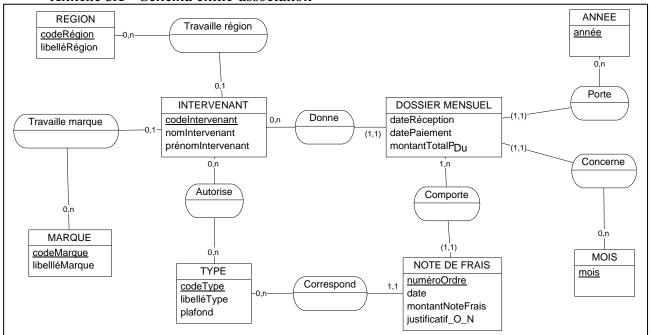
Profession: Représentant **Profession**: Informaticien

La caution s'engage à payer en lieu et place de l'emprunteur en cas de défaillance de sa part. Date et Signatures



Annexe 3 (3A et 3B): GESTION DES FRAIS

Annexe 3A – Schéma entité-association



Remarque : Les cardinalités (1,1) caractérisent un lien identifiant (entité dépendante).

NE PAS RENDRE L'ANNEXE 3A AVEC LA COPIE, RECOPIER SUR LA COPIE LES PARTIES UTILES.

• Annexe 3B – Extrait du schéma relationnel

Afin de ne pas alourdir le schéma, seules les tables utiles sont présentées :

INTERVENANT(code, nom, prénom, codeMarque, codeRégion)

code : clé primaire

codeMarque : clé étrangère en référence à code de MARQUE (non présentée ici)

codeRégion : clé étrangère en référence à code de REGION (non présentée ici)

DOSSIERMENSUEL(codeIntervenant, année, mois, dateRéception, datePaiement, montantTotalDu)

codeIntervenant, année, mois : clé primaire

codeIntervenant : clé étrangère en référence à code de INTERVENANT

NOTEDEFRAIS(codeIntervenant, année, mois, numéroOrdre, date, montant,

justificatif_O_N, codeType)

codeIntervenant, année, mois, numéroOrdre : clé primaire

codeIntervenant, année, mois : clé étrangère en référence à codeIntervenant, année, mois de DOSSIERMENSUEL

codeType : clé étrangère en référence à code de TYPE

TYPE(code, libellé, plafond)

code : clé primaire

Remarques:

- Le champ justificatif_O_N de la table NOTEDEFRAIS prend les valeurs true ou false selon la présence ou l'absence de justificatif pour la note de frais.
- Le champ MontantTotalDu prend pour valeur le cumul de tous les remboursements plafonnés correspondant aux notes de frais déposées par un intervenant pour le mois.



Région

+init(unCode : Chaîne, unLibellé : Chaîne)

unLibMarque: Chaîne, unNbPrêts: Entier,

mesStats

Stat

+init(unLibModèle : Chaîne, unLibMarque :

Chaîne, unNbPrêts: Entier, unNbRecouv: Entier)

+getNbMaxRecouvrements(): Entier

+addStat(unLibModèle ::Chaîne,

un NbRecouv : Entier)

code : Chaînelibellé : Chaîne

- libelléModèle : Chaîne

- libelléMarque : Chaîne

+getNbRecouvrements(): Entier

- nbPrêts : Entier - nbRecouvrements : Entier

+ getCode() : Chaîne

Annexe 4 (4A et 4B): DESCRIPTIF DES CLASSES

Annexe 4A – Classes utilisées pour la partie métier

> Description des classes métier

Classe Région

Privé

code : Chaîne libellé : Chaîne

mesStats: Collection de Stat

Public

Procédure init(unCode : Chaîne, unLibellé : Chaîne)

// initialise les attributs privés de la région

Fonction getCode() : Chaîne // retourne le code région

Fonction getNbMaxRecouvrements(): Entier

// retourne le nombre maximum de recouvrements observés parmi

// l'ensemble des modèles ayant fait l'objet de recouvrements dans la région

$Proc\'edure~add Mod\`ele (un Lib Mod\`ele: Cha\^ine,~un Lib Marque: Cha\^ine,~un$

unNbPrêts: Entier, unNbRecouv: Entier)

// ajoute les statistiques concernant un modèle à la région courante

FinClasse

Commentaires du diagramme de classes :

Accessibilité : Symbole – (moins) : membre privé Symbole + (plus) : membre public

Association entre Région et Stat : Représente l'ensemble des statistiques rattachées à la région (un objet par modèle ayant donné lieu à des recouvrements).

Classe Stat

Privé

libelléModèle : Chaîne libelléMarque : Chaîne

nbPrêts: Entier

nbRecouvrements: Entier

Public

Procédure init(unLibModèle : Chaîne , unLibMarque : Chaîne, unNbPrêts : Entier,

unNbRecouv : Entier) // initialise les attributs privés de l'instance

Fonction getNbRecouvrements(): Entier // retourne le nombre de recouvrements

FinClasse

▶ Description de la classe technique Collection

La classe Collection offre des services pour gérer un ensemble d'objets

Classe Collection

Public

Fonction cardinal(): Entier // renvoie le nombre d'éléments de la collection
Fonction existe(unObjet : Objet): Entier // teste si un objet existe dans la collection
Fonction index(unObjet : Objet): Entier // renvoie l'index d'un objet de la collection.
// Le premier objet de la collection a pour index 1
Fonction extraireObjet(unIndex : Entier): Objet // retourne un objet d'index unIndex

Procédure sieuter(unObjet : Objet) // sieute un objet d'index unIndex

Procédure ajouter(unObjet : Objet) // ajoute un objet à la collection

Procédure enlever(unIndex : Entier) // supprime l' objet d'index unIndex de la collection

Procédure vider() // vide le contenu de la collection

FinClasse



Annexe 4B – Classes nécessaires pour l'accès aux données de la base

La classe Passerelle prend en charge la valorisation des objets Région et Stat en interrogeant la vue vRecouvrement définie dans la base de données relationnelle.

Classe Passerelle

```
Déclaration des méthodes utiles pour l'étude
```

// Toutes les méthodes sont à portée classe ; dites également méthodes de classe ou static. Privé

Fonction à portée classe chargeCaractéristiquesRégion(unCode : Chaîne) : Région

// permet à partir de la vue vRecouvrement de retourner un objet Région dont le // code est passé en paramètre, retourne null lorsque la région n'est pas trouvée

Procédure à portée classe chargeLesStats(uneRégion : Région)

// charge à partir de la vue vRecouvrement les statistiques pour une région

Public

Fonction à portée classe donneLaRégion(unCode : Chaîne) : Région // Cette méthode utilise les deux méthodes privées pour retourner un // objet Région valorisé avec l'ensemble de ses statistiques associées

Définition de la méthode donneLaRégion

Fonction à portée classe donneLaRégion(unCode : Chaîne) : Région

VAR: maRégion: Région

Début

maRégion ← chargeCaractéristiquesRégion(unCode)

si maRégion <> null

alors chargeLesStats(maRégion)

finsi

retourne maRégion

Fin

Passerelle

Un membre souligne

désigne un membre à

portée classe

- chargeCaractéristiquesRégion(unCode: Chaîne): Région
- chargeLesStats(uneRégion : Région)
- + donneLaRégion(unCode : Chaîne) : Région

La classe JeuEnregistrements permet de disposer d'un curseur pour manipuler le résultat d'une requête exécutée sur une base de données relationnelle.

Classe JeuEnregistrements

Public

Fin classe

Procédure init(uneRequête : Chaîne) // init réalise la connexion à la base de données // et charge en mémoire le jeu d'enregistrement résultant de l'exécution de la requête // SQL passée en paramètre. Le curseur est alors positionné sur le 1er enregistrement s'il existe Procédure lireSuivant() // avance le curseur sur l'enregistrement suivant Fonction fin(): Booléen // indique si la marque de fin est atteinte Fonction getValeur(nomChamp : Chaîne) : Variant // renvoie la valeur du champ nomChamp de l'enregistrement courant. Procédure fermer() // ferme le curseur et libère les ressources

FinClasse

Remarques : Variant est un type générique pouvant contenir tout type de valeur.

On peut utiliser l'opérateur « + » pour concaténer des valeurs de type « Chaîne » ou « Variant ».

Exemple

unJeu: jeuEnregistrements // déclaration de l'objet unJeu.init("SELECT * FROM vRecouvrement") // instanciation de l'objet unJeu qui permet // d'accèder à tous les enregistrements de la vue vRecouvrement